

IRAK

République d'Irak

Population: 28,8 millions (dont 13.8 millions de moins de 18 ans)

Forces armées gouvernementales: 227,000

Age du recrutement obligatoire : pas de conscription

Age du recrutement volontaire : 18 ans

Majorité électorale : 18 ans

Protocole facultatif : non signé

Autres traités ratifiés (voir glossaire):

CNUDE, OIT 138, OIT 182

Il n'y avait pas d'information faisant état de la présence d'enfants de moins de 18 ans dans les rangs des forces armées irakiennes constituées en 2003, suite à l'occupation étrangère sous commandement américain. Selon certaines informations, des groupes politiques armés utiliseraient des enfants comme combattants.

Contexte

D'après le Secrétaire général de l'ONU, « *les enfants irakiens sont les premières victimes de la poursuite des violences* » dans le pays. Il a également souligné que : « *D'après les statistiques fournies par les organismes partenaires de l'ONU et les autorités irakiennes, près de la moitié des réfugiés irakiens seraient des enfants et de 38 à 40 pour cent des déplacés seraient aussi des enfants.* »¹

La nouvelle constitution iraquienne a été adoptée en octobre 2005, avec l'assentiment de l'ensemble des groupes religieux. Des élections ont été organisées en décembre 2005 pour élire les 275 députés de la nouvelle Assemblée nationale. En juin 2006, le Premier ministre Nouri Maliki a annoncé la mise en œuvre d'un Plan de réconciliation nationale en 24 points, visant à faire face à la crise politique et sécuritaire dans le pays. Le plan prévoyait des mécanismes visant à faciliter le processus politique, le démantèlement des milices armées et la mise en œuvre des plans de sécurité. Ce Plan contenait également des dispositions relatives à la situation des personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'adoption de réformes législatives et judiciaires, une amnistie partielle pour les délits de nature non terroriste et la mise en place de mécanismes d'établissement des responsabilités pour les atteintes aux droits humains.² La situation politique restait cependant instable, et les violences sectaires se sont poursuivies.³

La Force multinationale en Irak (FMN-I), dirigée par les États-Unis et le gouvernement iraquien ont été la cible d'attaques de plus en plus importantes de la part de partisans de l'ancien gouvernement et d'autres groupes armés. Les attaques menées par ces différents groupes se sont intensifiées après le bombardement en février 2006 de la mosquée de Samara, un sanctuaire chiite, qui aurait été perpétré par des membres d'Al-Qaida en Irak. Cet incident a provoqué une augmentation des violences sectaires et a conduit à des déplacements massifs de population. Ce bombardement a donné lieu à de

violentes représailles ; plus de cent personnes ont été tuées immédiatement après cet attentat et au moins 165 autres dans les jours qui l'ont suivi.⁴

La population civile en Irak a été quotidiennement victime de violences, commises par des groupes armés, des gangs criminels, des fondamentalistes religieux et des milices. Des personnes, pour la majorité des civils, ont également été blessées ou tuées lors d'opérations menées par les forces de sécurité. La population a été la cible d'un grand nombre d'atteintes aux droits humains, en particulier des exécutions et des actes de discrimination pour des raisons d'affiliation politique ou religieuse, de genre, d'orientation sexuelle ou d'appartenance à groupe professionnel.⁵

Dans le cadre de ces violences sectaires, le nombre d'enlèvements d'enfants par des groupes armés a augmenté de manière importante. D'autres enfants ont été kidnappés afin d'obtenir des rançons. Une enquête menée, à Bagdad, par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) locales a révélé qu'au moins 20 000 personnes avaient été enlevées dans le pays en 2006, dont la moitié était des femmes et des enfants.⁶

Le Secrétaire général a signalé que « *les attaques visant des écoles, des enfants ou des enseignants ont été plus fréquentes* » en Irak depuis 2006. En janvier 2007, des membres d'un groupe armé auraient délibérément pris une école de filles pour cible, dans l'ouest de Bagdad, tuant cinq collégiennes et en blessant 21 autres. En juin 2007, des membres d'un groupe armé auraient enlevé 30 lycéens âgés de 17 à 19 ans, dans une école secondaire à Saydiyah.⁷

Mi-mars 2006, cinq soldats de la FMN-I ont été inculpés pour le viol et le meurtre d'une jeune fille de 14 ans et pour le meurtre des membres de sa famille, dont sa sœur de cinq ans, à Mahmoudiyah, au sud de Bagdad.⁸

Gouvernement

Législation nationale et pratiques relatives au recrutement

L'article 9 de la Constitution irakienne de 2005 disposait que « *les forces armées irakiennes et les services de sécurité seront composées de citoyens irakiens, en faisant en sorte que cette composition soit équilibrée et uniforme, sans discrimination ou exclusion, et elles seront soumises au contrôle du pouvoir civil* ». Ce texte stipulait que « *le service militaire doit être régi par la loi* ».

En mai 2003, l'Autorité provisoire de la Coalition (APC) a ordonné le démantèlement complet de l'armée irakienne, la démobilisation de tous les soldats enrôlés et la suspension, pour une durée indéfinie, de la conscription universelle. En août 2003, le décret de l'APC instituant les nouvelles forces armées stipulait que l'âge minimum du recrutement était fixé à 18 ans et que l'enrôlement était volontaire. D'anciens officiers, au rang de lieutenant-colonel, ou à des rangs inférieurs, ont été incorporés à la nouvelle armée ; tous les autres adultes de sexe masculin, âgés de 18 à 40 ans, dont les noms ne figuraient pas sur les listes de personnes exclues, ont reçu l'autorisation de s'enrôler dans les centres de recrutement.⁹

Formations et écoles militaires

La FMN-I a mis en place une structure de formation et d'évaluation des forces armées irakiennes. Le programme de formation était divisé en deux parties : l'une destinée aux nouvelles recrues et l'autre aux anciens soldats. Les personnes désirant s'enrôler au sein de la brigade des forces spéciales irakiennes devaient suivre une formation supplémentaire. Tous les éléments des Forces d'opérations spéciales irakiennes (FOSI) ont fait l'objet d'une évaluation de trois semaines, et d'un processus de sélection. Ces Forces ont joué un rôle central dans des opérations de grande ampleur, aux côtés, et parfois indépendamment des forces multinationales. Un petit nombre de membres de l'armée ont bénéficié d'une formation de perfectionnement dispensée par l'OTAN et au sein d'écoles militaires aux Etats-Unis.¹⁰

Groupes armés

Un grand nombre de groupes armés opéraient en Irak. Ils étaient pour la plupart opposés à l'occupation des forces multinationales, ou luttèrent contre d'autres milices sectaires. Les groupes armés irakiens combattant contre l'occupation étaient en grande majorité sunnites, même si des groupes armés sunnites se sont également attaqués à des cibles chiites. Al-Qaida en Irak (l'organisation du jihad d'Al-Qaida dans le pays des deux fleuves) était le groupe d'opposition armé le plus important.¹¹

Des enfants auraient participé aux attaques menées par des groupes armés, au moins depuis novembre 2005, lorsqu'un garçon âgé 10 et 13 ans a mené une attaque-suicide ciblant le poste de commandement de la police dans la ville de Kirkuk. Aucun groupe armé n'a revendiqué cette attaque.¹² Plus tard durant le même mois, deux garçons âgés de 12 et 13 ans auraient attaqué des patrouilles de la FMN-I à Fallujah et Hweejahl.¹³

Selon certaines informations, plusieurs groupes armés utiliseraient des enfants soldats. D'après une enquête menée par une ONG irakienne, il s'agissait principalement d'Al-Qaida en Irak et de Jaysh al-Mahdi (Armée du Mahdi). Ces groupes auraient versé de l'argent aux enfants pour les inciter à s'enrôler.¹⁴

Le groupe sunnite Al-Qaida en Irak a été dirigé par Abu Musab al-Zarqawi jusqu'à sa mort en 2006. Le groupe aurait ensuite été dirigé par Abu Hamza al-Muhajir (également connu sous le nom de Abu Ayyub al-Masri). Al-Qaida en Irak a principalement pris pour cible la FMN-I ainsi que les individus coopérant avec elle. Elle a également mené des attaques à l'encontre des populations civiles, en prenant souvent pour cible la population chiite, majoritaire en Irak, pour inciter à des violences sectaires. Al-Qaida compterait plus de 1 000 membres actifs. Selon certaines informations, le groupe a recruté des enfants pour mener ses attaques, mais le nombre d'enfants dans ses rangs demeurerait inconnu.¹⁵

Des enfants souffrant de troubles mentaux auraient été vendus à Al-Qaida en Irak ou auraient été enlevés par ce groupe. Ces enfants ont été utilisés lors de raids de nuit, et

comme leurres pour détourner l'attention des forces américaines et irakiennes, avant le lancement d'attaques par ce groupe sur certaines villes comme Diyala, Ramadi et Fallujah.¹⁶

Le 21 mars 2007, des enfants souffrant de troubles mentaux auraient été utilisés par des éléments d'Al-Qaida en Irak lors d'une attaque-suicide sur un marché du quartier Adhamiyah à Bagdad. D'après un porte-parole de Ministère de l'intérieur, « *ils ont été mis à l'arrière d'une voiture, avec deux adultes à l'avant. Les soldats ont laissé leur voiture passer au poste de contrôle, car deux des passagers étaient des enfants. Lorsqu'ils sont arrivés au marché, ils [les adultes] sont sortis de la voiture, en laissant les enfants à l'intérieur, et ont enclenché la bombe qui se trouvait dans le véhicule, provoquant la mort de plusieurs enfants et de cinq adultes irakiens* ». ¹⁷

Des enfants devenus orphelins depuis l'invasion menée par les États-Unis en 2003, auraient été utilisés par les groupes armés en tant qu'espions, ou pour recueillir des informations, ou faire diversion, lorsque le groupe se préparait à faire exploser une bombe. D'après le Ministère de l'intérieur, au moins douze enfants avaient été tués en avril 2007, du fait de telles explosions.¹⁸

Le groupe Jaysh al-Mahdi, dirigé par le fondamentaliste Sheik Muqtada Sadr, était très implanté dans les villes de Nadjaf et Karbala ainsi qu'à « Sadr City », une banlieue de Bagdad. Ce groupe a été créé en 2003, après la chute du gouvernement de Saddam Hussein et il visait à remplacer les factions plus traditionnelles en tant que représentant de la majorité chiite en Irak. Au début de l'année 2004, le nombre de combattants entraînés au sein de ce groupe était estimé entre 500 et 1 000, auquel s'ajoutaient entre 5 000 et 6 000 participants actifs, dont des enfants de moins de 18 ans.¹⁹ Durant l'été 2004, Muqtada al Sadr a mené une révolte, principalement dans une région chiite du Sud de l'Irak, et les combats contre les FMN-I dans la ville sainte de Nadjaf ont été particulièrement violents. Des enfants soldats, dont certains avaient à peine 12 ans, auraient été utilisés par les milices al-Mahdi durant les hostilités.²⁰ En septembre 2006, des enfants auraient été utilisés pour lancer des cailloux sur les troupes américaines à « Sadr City », bien qu'un porte-parole d'Al-Sadr ait nié que le groupe ait donné des ordres aux enfants en affirmant qu'ils avaient jeté les cailloux « spontanément ». ²¹

Ansar al-Islam (Partisans de l'Islam), l'un des deux principaux groupes islamiques kurdes en Irak, comptant environ 600 combattants, a été accusé de liens avec Al-Qaida, et comprendrait des combattants non kurdes dans ses rangs.²² Depuis sa création en 2001, ce groupe a mené des combats sporadiques contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont le bastion était situé à Biyara et Tawela. Il n'existait pas d'information quant au recrutement ou non d'enfants par ce groupe.

Détention d'enfants soupçonnés d'être des enfants-soldats

Des enfants auraient été détenus dans des centres placés sous le contrôle du Ministère irakien de l'intérieur. Certains étaient soupçonnés d'avoir participé à des affrontements

avec les forces gouvernementales, notamment des enfants soupçonnés d'avoir des liens avec l'Armée du Mahdi.²³

Au milieu de l'année 2007, environ 800 enfants, âgés de 10 à 17 ans, ont été détenus dans une base des FMN-I à Bagdad. Ils étaient accusés d'avoir fabriqué et posé des bombes sur le bord des routes, pour le compte de groupes armés, ou bien ils avaient été capturés alors qu'ils faisaient le guet ou portaient des armes. D'après un porte-parole de l'armée américaine, le nombre d'arrestations d'enfants a augmenté, passant de 25 par mois en 2006 à 100 par mois en 2007.²⁴

Les soldats américains au sein des FMN-I ont signalé des exactions commises à l'encontre d'enfants détenus dans les centres de détention sous le contrôle des FMN-I, notamment le viol d'un garçon de 15 ans dans la prison d'Abu Ghraib, le fait de forcer les prisonniers à se mettre nus, de leur infliger des situations de stress, de les passer à tabac et d'utiliser des chiens.²⁵

En octobre 2007, il n'était pas établi clairement si les enfants placés en détention par les FMN-I en Irak étaient soumis au même régime de détention que les adultes, qui n'avaient pas accès à un avocat et devaient signer un engagement de bonne conduite et présenter une personne caution pour être libérés.²⁶ D'après le major-général Douglas Stone, en septembre 2007 entre 50 et 60 enfants âgés de 15 à 17 ans avaient été remis aux autorités irakiennes, pour être jugés.²⁷

Autres informations

La Commission de la protection de l'enfance mise en place par le gouvernement irakien a commencé à traiter des problèmes des enfants en Irak. La Commission a mis en place un comité, qui a recommandé au gouvernement de signer le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU concernant la participation des enfants aux conflits armés.²⁸

¹ Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les enfants et les conflits armés, Doc. ONU A/62/609-S/2007/757, 21 décembre 2007.

² Mission des Nations unies en Irak (MANUI), www.uniraq.org/; voir également Human Rights Watch, Rapport pays, janvier 2007.

³ MANUI, 11^{ème} rapport sur la situation des droits humains en Irak, 1 avril – 30 juin 2007, www.uniraq.org/.

⁴ "Bombing shatters Mosque in Iraq", Washington Post, 23 février 2006, www.washingtonpost.com/.

⁵ Comité international de la Croix-Rouge (CICR), "Iraq: a desperate situation", entretien avec Béatrice Mégevand-Roggo, 22 septembre 2007, www.icrc.org/; CICR, "Iraq: civilians without protection", rapport, 11 avril 2007, www.icrc.org/.

⁶ Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, Doc. ONU A/61/529-S/2006/826, octobre 2006; voir également Amnesty International, *Irak. Il est temps que les droits des femmes soient enfin respectés* 22 février 2005.

⁷ Rapport du Secrétaire général, voir plus haut note 1.

⁸ Rapport du Secrétaire général, voir plus hautnote 6.

⁹ Global Security, “*New Iraqi Army*”, www.globalsecurity.org/.

¹⁰ Ibid.

¹¹ “*Guide: Armed groups in Iraq*”, BBC News, 15 août 2006.

¹² “*World: Islamic clerics condemn use of children in suicide bombings*”, RadioFreeEurope/RadioLiberty, 3 novembre 2005, ww.rferl.org/.

¹³ Rapport du Secrétaire général, voir plus haut note 6.

¹⁴ Information confidentielle, Irak, mai 2007.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ “*Iraq: mentally handicapped children are used in attacks*”, IRIN, 10 avril 2007.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Global Security, “*Al- Mahdi Army*”, www.globalsecurity.org/.

²⁰ Peter W. Singer, “*Young Soldiers Used in Conflicts Around the World*”, Washington Post, 12 juin 2006.

²¹ “*Young children fight US troops in Iraq*”, Associated Press, 9 septembre 2006, www.globalpolicy.org/.

²² Global Security, “*Ansar Al Islam*”, www.globalsecurity.org/.

²³ Human Rights Watch, “*The New Iraq? Torture and Ill-treatment of detainees in Iraq and Custody*”, janvier 2005.

²⁴ “*US Detains nearly 800 juveniles in Iraq*”, Agence France-Presse (AFP), 19 août 2007, www.timesofoman.com/.

²⁵ Amnesty International, “*USA: human dignity denied: torture and accountability in the ‘war on terror’*”, octobre 2004.

²⁶ “*US command in Baghdad launches bid to rehabilitate Iraqi detainees*”, Inside the Air Force, Vol. 18, No. 29 (20 juillet 2007); Nancy Montgomery, “*Board decides fate of thousands of Iraqi detainees: panel of Iraqis and American military has released more than 14,000 in 18 months*”, Stars and Stripes, 23 février 2006.

²⁷ Walter Pincus, “*US working to reshape Iraqi detainees: moderate Muslims enlisted to steer adults and children away from insurgency*”, Washington Post, 19 septembre 2007.

²⁸ Rapport du Secrétaire général, voir plus haut note 6.